

Sujet : [INTERNET] GAEC de la Hautefeuille à la Chapelle d'Armentières et Erquighem Lys

De : Cecile ARNAUD <cecile-p.arnaud@wanadoo.fr>

Date : 22/09/2022 17:05

Pour : pref-dcpi-enquete-publique@nord.gouv.fr

Contribution à l'enquête publique

Ce dossier est très technique et manifestement à destination des services instructeurs et non pas du public consulté.

A titre d'exemple, sur la présentation du projet :

Le courrier de demande précise qu'il s'agit d'un agrandissement et d'une régularisation, ce qui sous-entend que la ferme actuelle fonctionne sans autorisations adéquates. Or le dossier ne distingue pas ce qui existe avec une autorisation administrative (déclaration ou enregistrement) de ce qui est à régulariser (et depuis quand). La nature de la régularisation et ses raisons reste floue.

De plus, on a l'impression que le projet a été « saucissonné » : dans le chapitre 7.2.3, ce n'est pas normal que les impacts du forage, équipement qui conditionne l'exploitation, ne soient pas présentés dans ce dossier. C'est impossible de bien appréhender les impacts globaux du projet, qui est une exigence réglementaire.

- Les plans du projet ne sont pas cohérents (ils n'ont déjà pas la même légende).
- Il n'y a pas d'explication claire sur ce qui se passera réellement dans l'élevage. Ce sont des données techniques, accessibles aux seuls spécialistes. Or l'objectif de la consultation est que le public puisse comprendre le projet, le fonctionnement de l'exploitation et ses impacts sur l'environnement.
- Le dossier manque également de clarté car il ne présente pas les chiffres totaux, notamment pour les deux sites –il revient au lecteur de faire l'addition que ce soit pour les rubriques 1.1.2.0, 1.1.1.0 (IOTA) ou 2160 (ICPE).
- L'explication et le lien entre le nombre d'animaux et le nombre d'animaux équivalents n'est pas détaillée : comment passe-t-on de 145 truies, 10 cochettes, 960 porcelets et 1640 porcs à 2277 AE ?
- Dans la mesure où la demande d'enregistrement est présentée en août 2022, pour une demande d'extension, pourquoi le dossier fait-il référence à la nomenclature de 2019 et pas à la nomenclature en vigueur ?
- Le demandeur met en avant le bien-être animal (en augmentant la surface maternité / gestation) mais ne le prend plus en compte quand il s'agit des animaux en engraissement ou post-sevrage. Quel est l'effet du caillebotis sur le bien-être animal ? L'intervalle de productivité est-il compatible avec le bien-être animal ? Que signifie-t-il ? Si j'ai bien compris, la truie est saillie, est gestante pendant 115 jours, allaite pendant 21 jours... et recommence. Comment est mesuré le bien-être animal des reproductrices ?

- La consommation en énergie (éclairage, chauffage...) n'est pas précisée ; or il s'agira d'un poste important pour la rentabilité du projet. Comment la hausse des prix de l'énergie est-elle prise en compte dans la viabilité de l'extension?
- Les quantités d'aliments ne sont pas précisées. On ne comprend pas le lien avec le silo.
- Je n'ai pas trouvé la surface imperméabilisée (indiquée sur les plans), ni la façon dont elle est compensée pour arriver à l'exigence réglementaire de zéro artificialisation nette des sols.
- Autre impression de « saucissonnage » : le cas par cas joint en annexe 28 du dossier porte sur la création d'un forage, alors que le projet n'est pas la création du forage. Or, l'article L122-1 CE impose de prendre en compte les effets du projet global, tous travaux et ouvrages confondus. Le cas par cas présenté ne porte pas sur le projet global, alors même que la création du forage semble complètement liée fonctionnellement au projet d'extension de l'ICPE.
-

L'état initial de l'environnement est incomplet et montre le peu d'intérêt porté au sujet.

Comme tout le reste du dossier, ce chapitre n'est pas clair et manque d'informations.

Par exemple,

- Aucune étude écologique (faune / flore/ habitats) ne semble avoir été menée. Ce n'est pas parce que la zone est agricole que des espèces intéressantes sont absentes. Notamment, le projet ne va-t-il pas impacter des oiseaux, des chauves-souris (ces dernières sont protégées) ?
- Chapitre 11.2 : le dossier précise que la zone d'exposition est de 1km (équivalente au rayon d'affichage ICPE)... mais comptabilise uniquement les habitations dans un rayon de 200m, ce qui effectivement permet de réduire les effets artificiellement, notamment sur les odeurs, les bruits, les lumières, etc.
-

L'état initial est incomplet sur ce sujet –et encore plus sur le sujet des espèces protégées, qui n'est pas abordé. Sans inventaire initial, il est évident qu'il n'y aura pas d'impacts.

Sur les impacts et mesures

La présentation du dossier et les propositions de mesures environnementales sont très insuffisantes, notamment pour l'insertion dans le paysage : deux malheureuses haies qui n'ont même pas été dessinées en tenant compte de l'existant. Des haies linéaires très étroites sont proposées (je n'ai pas trouvé les arbres sur les plans), alors qu'il aurait été possible et bien plus intéressant de proposer une haie plus large, suivant les mêmes courbes que le fossé.

Les impacts sont présentés en mode « faites-nous confiance » et les mesures d'évitement, réduction voire compensation sont quasiment inexistantes. Elles seront certainement

insuffisantes pour protéger les riverains contre les nuisances.

Par exemple :

- Dans le chapitre 22.1 Paysage : les photos avant-après projet ne sont pas fournies, or c'est une exigence du PC (pourtant déjà déposé). Le pétitionnaire aurait dû intégrer ces éléments dans le dossier d'enregistrement, afin que le public puisse avoir une vision réaliste des aménagements proposés -sans avoir à aller chercher dans le dossier de PC qui n'est pas accessible à tous.
- Sur le volet Natura 2000, justifier l'absence d'incidences au seul motif de la distance ne répond pas aux exigences de l'évaluation, qui doit prendre en compte les interrelations fonctionnelles.
- Les impacts sur les riverains, notamment les odeurs, ne sont pas décrits. Le nombre de riverains concernés n'est pas calculé de façon cohérente : le chapitre 11.2.1 comptabilise les habitations dans un rayon de 200m (alors que le dossier précise que le rayon d'affichage concernant les populations impactées sont situées dans un rayon de 1km). Pourquoi l'analyse des impacts, notamment olfactifs, n'est-elle pas faite dans un périmètre plus large ? Tout le monde sait que les odeurs peuvent être gênantes au-delà de 200m. Or justement, les premières habitations se trouvent à 265m.

En conclusion, il m'est donc impossible de me prononcer de façon éclairée sur le projet et ses effets, le dossier n'étant pas d'assez bonne qualité. En attendant plus d'informations, et par précaution, je m'oppose à la réalisation de ce projet tant que les effets sur l'environnement naturel et sur les riverains ne seront pas clairement étudiés et décrits.

Cécile ARNAUD